

**« La Ville pour tous »**  
**8 propositions de Désirs d'Avenir sur le thème :**  
**« La ville contre la vie chère »**

*Note : Les mesures évoquées ci-dessous n'engagent pas Ségolène Royal ou le Parti Socialiste, elles sont le résultat du travail des comités et adhérents Désirs d'Avenir*

Ces contributions en fonction des problématiques clés en termes de vie chère et des attentes des Français vis-à-vis de leurs élus locaux.

Pour chaque mesure, nous vous proposons un public cible, une expérience existante intéressante si elle existe, le descriptif de l'impact positif attendu sur la vie locale et une « bonne pratique » supplémentaire proposée par le ou les comités qui nous ont soumis la mesure.

Contact : [villecontreviechere@gmail.com](mailto:villecontreviechere@gmail.com)

**Mesure N° 1 portant sur le LOGEMENT : Evaluer tout les 9 ans le bien fondé des baux HLM de la commune**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Levallois*

Public visé :

- L'ensemble des familles et travailleurs modestes qui ne voient pas leur demande de logement HLM satisfaite vu la faible rotation du parc HLM alors que des locataires bien plus aisés les occupent (cf. exemple des rares HLM de Neuilly récemment – Libération du 25/01/2008)

« Bonnes pratiques » de Désirs d'Avenir :

- Réexaminer devant des commissions paritaires, sur le modèle de celles mises en place par la gauche à Paris, la situation des occupants de logements HLM tout les 9 ans pour constater si leur situation en termes de revenus leur permet toujours d'être bénéficiaires d'un logement HLM.
- Les cas réexaminés pourront bénéficier des mesures d'accession à la propriété ou d'une aide à la recherche d'un logement privé

Impact :

- **Contre la vie chère** : Les familles modestes mal logées accéderont à un logement décent qu'elles ne peuvent pas financer sinon
- **Préserver une diversité culturelle et sociale du territoire** : Beaucoup de familles « chassées » des villes par le prix du parc privé et l'absence d'HLM resteraient ainsi sur le territoire de la commune
- **Pour des communes de gauche exemplaires** : Les communes de gauche montreraient ainsi l'exemple non seulement en termes de quantité de logements sociaux mais aussi en termes d'utilisation pour ceux à qui ces logements sont destinés

**Mesure N° 2 portant sur la FAMILLE: Des crèches ouvertes 24H sur 24 pour les travailleurs de nuit**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Lyon et Montpellier*

Public visé :

- Les familles monoparentales ou celles dont les deux parents travaillent de manière décalée (*nuit ou week-end*) qui n'ont pas un revenu pas assez important pour financer une garde individuelle.
- Cela concerne aussi bien les salariés du secteur des transports que ceux de l'hôtellerie-restauration, des hôpitaux ou encore de la grande distribution soit potentiellement jusqu'à 30% des salariés d'une commune
- Le secteur industriel a pour sa part connu une meilleure implantation de crèches d'entreprises même si l'offre reste sans doute insuffisante.

Expérience existante :

- A Lyon 3<sup>e</sup>, 25 places de crèche ouvertes 24H sur 24, du lundi au vendredi, ont été créées et pourvues presque immédiatement
- Un second projet est actuellement à l'étude pour répondre à la demande

Impact :

- **Contre la vie chère** : Redonne du pouvoir d'achat aux familles des travailleurs pauvres ou issues des classes moyennes car les coûts liés à la garde d'enfant sont ainsi limités
- **Pour le dynamisme économique du territoire** : Cela permet à l'entreprise d'avoir un salarié avec une meilleure productivité car il ou elle peut se concentrer sur son travail et cela facilite les recrutements dans des secteurs qui ont souvent des difficultés à recruter

« Bonnes pratiques » Désirs d'Avenir :

- Le travail dans ces espaces doit être, pour le personnel, sur la base du volontariat et avec un avantage en termes de revenus substantiel

- Etendre au week-end la possibilité d'accueil afin de l'adapter au public visé par ces crèches lequel travaille aussi souvent le week-end
- Prévoir un diagnostic de la demande avec, à priori, la conversion ou la création d'au moins 2 à 3 crèches similaires pour chaque ville de + de 100.000 habitants et d'une pour chaque ville de + de 50.000 habitants

### **Mesure N°3 portant sur L'ALIMENTATION: Générer des circuits « courts » sur des produits de base pour faire baisser les prix**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Marseille et Périgueux*

#### Public visé :

- Les familles nombreuses avec enfants qui se voient « forcées » d'aller vers du hard discount et une baisse de la qualité des produits consommés par la hausse des produits de base.
- Précisons que la baisse des marges arrières ne freinera en rien la hausse de prix des MDD -marques de distributeurs- et des premiers prix pourtant surconsommés par les plus modestes car ces hausses là sont liées au coût des matières premières

#### Expérience existante :

- Le pain représente 2% du budget total par famille selon étude INSEE « budget de la famille 2006 » publiée fin décembre 2007
- 400 ménages milanais ont débloqué 10% de leur budget annuel de pain pour financer la production par 5 exploitations agricoles de blé bio lequel est ensuite transformé en pain bio par des boulangeries locales
- Le coût est 35% moindre au pain bio « classique » et 10% moins cher que du pain classique

#### « Bonne pratiques » Désirs d'Avenir :

- Identifier, avec les acteurs associatifs et économiques locaux, pour chaque commune de plus de 5000 habitants les 5 produits de base susceptibles d'entrer dans un circuit local de production ce qui peut représenter de 4 à 8% des dépenses des ménages – cf. INSEE « budget de famille 2006 »
- Subventionner l'entrée dans le dispositif des foyers avec un revenu compris entre le SMIC et 1,5 fois le SMIC à hauteur du différentiel de prix avec le tarif pratiqué en hard discount
- Utiliser une entreprise d'insertion locale existant pour aider les producteurs et transformateurs à mettre en place la logistique nécessaire

#### Impact :

- **Contre la vie chère** : Permet une qualité en hausse pour un coût équivalent à des produits de la grande distribution
- **Pour le dynamisme économique du territoire** : Génère des filières économiques locales renforcées et des emplois sur le territoire
- **Pour l'environnement** : L'impact écologique d'une production locale distribuée localement est bien moindre qu'un circuit classique

### **Mesure N°4 sur le LOGEMENT: Basculer une partie de la taxe d'habitation en taxe foncière**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Nice et Désirs d'Avenir Gaillac*

#### Public visé :

- Les 42% de ménages qui ne sont pas propriétaires de leur logement

#### « Bonne pratique » de Désirs d'Avenir :

- Faire baisser le taux moyen de taxe d'habitation de 14,5% à 10% en 6 ans par une augmentation progressive de la taxe foncière sur les propriétés bâties.

#### Impact :

- **Contre la vie chère** : Compenser l'inflation des prix à la location par une baisse progressive de la taxe d'habitation pour les familles locataires
- **Stabilité pour les finances locales** : Ne pas grever les finances des communes dans la mesure où la hausse de la taxe foncière compensera la baisse de la taxe d'habitation
- **Générer une redistribution des richesses à l'échelle locale** : Ceux qui ont un patrimoine immobilier verront un pourcentage minime de leurs revenus redistribués à ceux sans patrimoine

#### **Taux moyens et taux plafonds nationaux (1) – source : Minefi**

[http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo\\_otherfiles\\_fina\\_loca/docs\\_som/tauxfiscaux\\_2008\\_3.pdf](http://www.colloc.minefi.gouv.fr/colo_otherfiles_fina_loca/docs_som/tauxfiscaux_2008_3.pdf)

	<i>Taux moyens</i>	<i>Taux plafonds</i>
Taxe d'habitation	14,5%	36,2%
Taxe foncière sur les propriétés bâties	18,6%	46,5%
Taxe foncière sur les propriétés non bâties	44,4%	111,1%
Taxe professionnelle (2)	15,8%	31,6%

## **Mesure N°5 sur le LOGEMENT: Gérer de manière proactive un plan d'isolation du parc ancien**

*Mesure proposée lors de l'assemblée participative du 26 Janvier 2008*

### Public visé :

- L'ensemble des ménages modestes pour lesquels la hausse des prix de l'énergie représente une part croissante de leur revenu mensuel

### Expérience existante :

- Plusieurs regroupements de communes canadiennes ont ainsi missionnés des équipes chargées de détecter les logements les plus dépensiers en énergie habités par des ménages modestes pour leur proposer une prise en charge à 80 voir 100% du coût de l'isolation

### « Bonnes pratiques » de Désirs d'Avenir :

- Commencer par un audit des bâtiments publics existants (*gymnases, écoles...*) construits il y a plus de 10 ans et qui sont souvent mal isolés et chauffés avec des moyens gourmands en énergie
- Impliquer les ménages dans ce plan en leur faisant signer un engagement à veiller à leur consommation et à appliquer un certain nombre de gestes simples pour ne pas gaspiller

### Impact :

- **Contre la vie chère :** Fait baisser fortement la dépense énergétique des ménages concernés ou des régies HLM qui les gèrent
- **Pour l'environnement :** L'impact écologique d'une consommation moindre est certain.

## **Mesure N°6 sur le TRANSPORT : Des cautions bancaires abaissées pour les locations de vélos gratuits**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Lyon et Paris*

### Public visé :

- Les utilisateurs modestes des systèmes Velib (*Paris*) et Velov (*Lyon*) ou ceux qui souhaiteraient l'être mais ne peuvent pas en raison de la caution bancaire

### « Bonne pratique » de Désirs d'Avenir :

- Abaisser la caution bancaire de 150 à 50€ maximum pour des locations ponctuelles

### Impact concret :

- **Sur la vie chère :** Cela évite de bloquer une somme importante pour un travailleur modeste (150€)
- **Sur l'environnement :** Encourage l'utilisation de ce moyen de transport de facto gratuit

## **Mesure N°7 sur l'ABONNEMENT INTERNET : Encourager la mutualisation des accès haut-débit entre habitants d'un même immeuble**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Paris*

### Public visé :

- Les demandeurs d'emplois et étudiants précaires en recherche de stage qui souhaitent pouvoir utiliser Internet mais font face à un coût trop important et à la faiblesse des équipements publics en la matière

### « Bonne pratique » de Désirs d'Avenir :

- Proposer une charte du partage envoyé à chaque habitant qui lui propose de se proposer un partage à ses voisins -gratuitement ou moyennant quelques euros par mois- via le site de la mairie

### Impact concret :

- **Sur la vie chère :** Aide à supprimer un coût fixe de 30€ qui peut peser lourd dans un budget modeste
- **Sur le lien social entre les habitants :** Favorise le partage d'expertise et le dialogue autour de ce nouveau médias entre les « insérés » technologiquement et ceux qui ont besoin d'assistance

## **Mesure N°8 sur la CULTURE: Tarif « minimum » dans les périodes creuses pour les musées de ville**

Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Culture et Désirs d'Avenir USA

### Public visé :

- Les catégories populaires et classes moyennes qui renoncent à aller au musée pour des raisons financières essentiellement
- Bien entendu, la mesure évoquée va de pair avec une éducation à l'art en milieu scolaire renforcée pour donner à tous l'habitude de fréquenter les musées

### Expérience existante :

- Le musée Getty à Los Angeles a constaté qu'avec la gratuité d'entrée pratiquée, des familles hispaniques défavorisées visitaient cet espace et ne fréquentaient pas les autres musées payant de Los Angeles. Or les bénéfices supplémentaires sur les revenus annexes (*boutique, restauration*) lié à cette fréquentation sont largement supérieurs à l'accroissement du coût d'entretien de l'ensemble
- Des tests similaires sur la gratuité menés en France n'ont pas eu les résultats escomptés : l'effet d'aubaine d'une journée gratuite est en effet majoritairement exploités par les ménages les plus aisés

### « Bonne pratique » de Désirs d'Avenir :

- A défaut d'une gratuité totale, il est possible de pratiquer des tarifs très bas en journée pour tous les résidents du département avec une « Le musée en semaine c'est 1€ seulement ».

### Impact :

- **Contre la vie chère :** Permettre une pratique culturelle à bas coût pour ces familles
- **Stabilité pour les finances locales :** Les coûts fixes liés à l'emploi des gardiens et à l'éclairage restent stables, la progression du coût d'entretien peut être couverte par les bénéfices sur les revenus annexes
- **Valoriser un patrimoine culturel :** Faire redécouvrir un patrimoine culturel local et la politique d'exposition de ces musées

### **Pratiques culturelles à l'âge adulte selon la catégorie sociale en %**

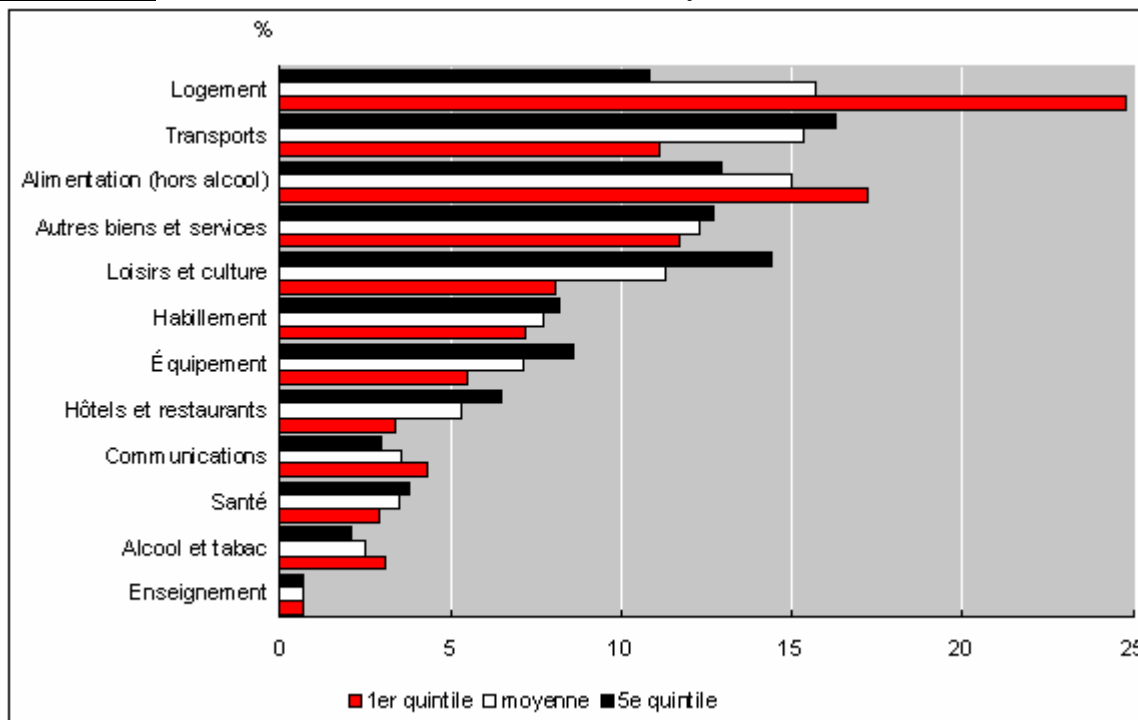
Au moins une fois au cours des 12 derniers mois...	2005						
	Lecture de livre	Cinéma	Musée ou exposition	Théâtre	Concert, spectacle	Écoute de la radio	Écoute musique
<b>Ensemble</b>	<b>58</b>	<b>47</b>	<b>39</b>	<b>16</b>	<b>31</b>	<b>87</b>	<b>75</b>
Agriculteurs	31	33	34	11	33	85	57
Indépendants	49	42	40	20	28	91	73
Cadres et prof. libérales	83	76	66	36	50	95	91
Professions intermédiaires	70	68	52	25	46	96	90
Employés	63	51	38	12	29	91	86
Ouvriers	32	35	25	6	22	91	76
Chômeurs	51	48	34	11	24	85	86
Étudiants, élèves	77	88	50	20	43	88	96
Retraités	52	22	34	14	20	78	47
Inactifs et femmes au foyer	53	31	30	10	24	77	69

Champ : personnes de 15 ans ou plus.

Source : Insee, enquête permanente sur les conditions de vie (EPCV).

**Annexe 1 : Données INSEE sur le budget des familles 2006**

**Graphique 1 - Structure de la consommation selon le quintile de niveau de vie en 2006**

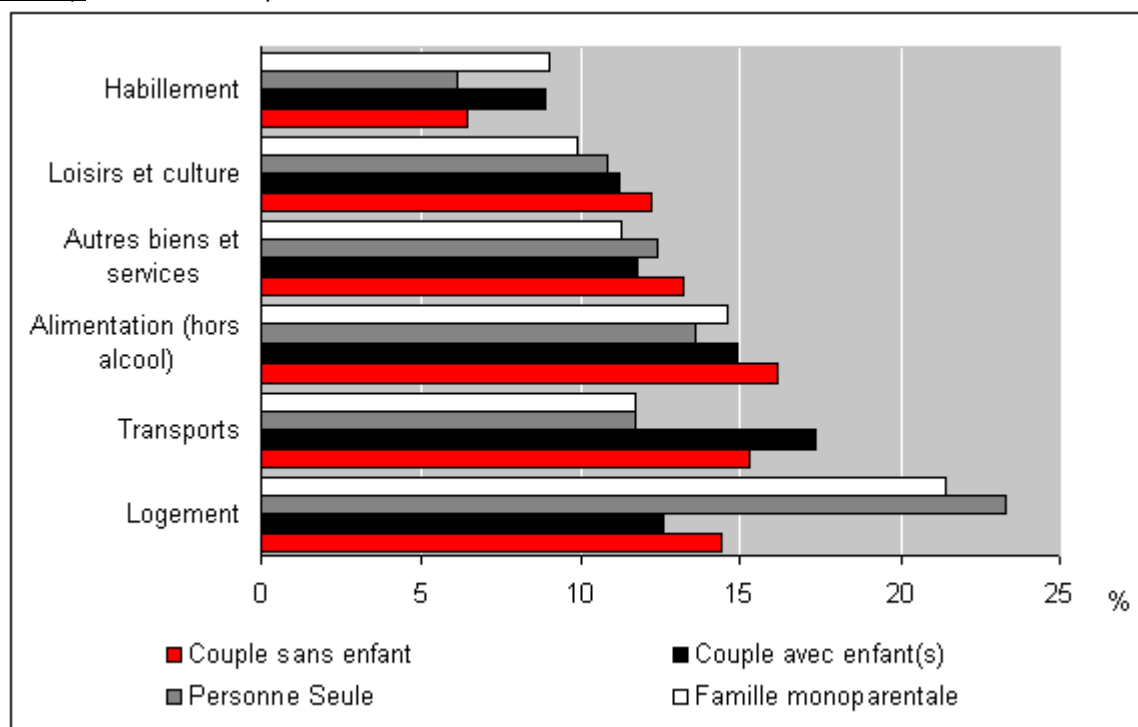


**Lecture :** les ménages du 1er quintile de niveau de vie, c'est-à-dire les 20 % des ménages ayant les niveaux de vie les plus faibles, consacrent en moyenne 24,8 % de leur consommation aux dépenses de logement, contre 10,8 % pour les ménages du 5e quintile.

Source : Insee, Enquête Budget de famille 2006

**Graphique 2 - Structure de la consommation selon le type de ménage en 2006** Source : Insee, Enquête Budget de famille 2006

Champ : France Métropolitaine



## **Annexe 2 : Compte rendu des contributions reçues sur le thème « La ville contre la vie chère »**

### **LOGEMENT : Evaluer tout les 9 ans le bien fondé des baux HLM de la commune**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Levallois*

### **FAMILLE : Des crèches ouvertes 24H sur 24 pour les travailleurs de nuit**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Lyon et Montpellier*

### **ALIMENTATION : Générer des circuits « courts » sur des produits de base pour faire baisser les prix**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Marseille et Périgueux*

### **LOGEMENT : Basculer une partie de la taxe d'habitation en taxe foncière**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Nice et Désirs d'Avenir Gaillac*

### **CULTURE : Gratuité ou, à défaut, tarif « minimum » dans les périodes creuses pour les musées de ville**

*Mesure proposée par les comités Désirs d'Avenir Culture et Désirs d'Avenir USA*

### **Quelques autres mesures « en bref » :**

#### **ENVIRONNEMENT : Un réseau de partage d'expérience entre régies municipales de gestion de l'eau**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Saint Gilles du Gard*

##### Public visé :

L'ensemble des citoyens des villes qui payent actuellement l'eau trop cher à cause des investissements hasardeux de telle ou telle compagnie des eaux privée

##### Impact concret :

- **Sur la vie chère** : Faire baisser les factures d'eaux
- **Sur la santé des utilisateurs** : Permettre le provisionnement de ressources en vue du renouvellement des réseaux qui sont bien souvent en fin de vie

#### **ALIMENTATION : Un jardin citoyen partagé pour chaque commune de plus de 10.000 habitants**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Rouen*

##### Public visé :

- Les retraités et les familles modestes

##### Expérience existante :

- Le jardin partagé des Hauts de Rouen qui est co-géré par 10 associations locales soit d'insertion soit d'environnement et dont le projet est porté par l'association Mer & Campagne

##### Impact concret :

- **Sur la vie chère** : Redonne du pouvoir d'achat car les fruits et légumes produits sont partagés
- **Sur la santé des utilisateurs** : Permet une activité physique « gratuite »
- **Sur le lien social entre les habitants** : Favorise un échange entre les membres et une approche citoyenne de l'environnement partagée

#### **TRANSPORT : Des cautions bancaires abaissées pour les locations de vélos gratuits**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Lyon et Paris*

##### Public visé :

- Les utilisateurs modestes des systèmes Velib (Paris) et Velov (Lyon) ou ceux qui souhaiteraient l'être mais ne peuvent pas en raison de la caution bancaire

##### Impact concret :

- **Sur la vie chère** : Cela évite de bloquer une somme importante pour un travailleur modeste (150€)
- **Sur l'environnement** : Encourage l'utilisation de ce moyen de transport de facto gratuit

#### **INTERNET : Encourager la mutualisation des accès haut-débit entre habitants d'un même immeuble**

*Mesure proposée par le comité Désirs d'Avenir Paris*

##### Public visé :

- Les demandeurs d'emplois et étudiants précaires en recherche de stage qui souhaitent utiliser Internet mais font face à un coût trop important et à la faiblesse des équipements publics en la matière

##### Impact concret :

- **Sur la vie chère** : Aide à supprimer un coût fixe de 20 à 30€ qui peuvent peser lourd dans un budget modeste
- **Sur le lien social entre les habitants** : Favorise le partage d'expertise et le dialogue autour de ce nouveau médias entre les « insérés » technologiquement et ceux qui ont besoin d'assistance

### **Annexe 3 : Compte rendu de l'assemblée participative du 26 Janvier « La ville contre la vie chère »**

*Note : Le compte rendu est non exhaustif et sous réserve de la prise de note de nos 2 secrétaires de séance*

#### **- Présentation du rapport (Annexe 2)**

- **Pierre Eric** : Travaille en banque mutualiste, estime que l'essor du micro-crédit en Poitou Charentes grâce à la Région qui garanti et abonde le crédit mérite d'être mis en avant avec 50% des projets France

- **Gérard T** : L'Etat pourrait développer le parc HLM via des achats en viager et donc à moindre coût

- **Patrick Doutreligne** (délégué général de la Fondation Abbé-Pierre sur le mal-logement)

Un décalage réel existe entre le panier de l'INSEE et la réalité sur les produits de première nécessité qui ont connu 110% de hausse en quelques années.

Le seuil de pauvreté concerne la partie de la population qui gagne moins de 900€ mais une part grandissante se situe aussi dans ceux qui gagne entre 1 et 2 SMIC soit 40% de la population et sont touchés par les hausses du coût de la vie.

Paris est devenu une centrifugeuse qui fait fuir les classes moyennes et populaire même si la politique de B. Delanoë est déjà plus positive par rapport à l'ère Tiberi Chirac.

L'idéologie de gauche ne doit pas rejeter forcément l'accession à la propriété car il peut s'agir d'un projet personnel qui apporte à la collectivité. Pour autant, il ne faut pas réserver les aides de l'Etat sous forme de prêts à taux 0 aux ménages ayant des revenus entre 4000€ et 7000€ comme l'a fait Dominique de Villepin qui a une vision étonnante de la notion de classe moyenne.

En effet il ne faut pas oublier que la médiane des revenus est de 2500 €.

Le vrai sens de la République c'est d'Aider. Aider ceux qui en ont besoin.

L'essentiel se situe en effet dans les résultats.

- **André L** : Mieux isoler les immeubles existants permettra une réelle économie d'énergie et donc de coût de la vie, les communes peuvent jouer un rôle clé sur ces projets comme au Canada

- **Thierry B** : Développer des crèches associatives plus systématiquement sur les RDC d'immeubles récents, souvent durs à « humaniser » semble une solution intéressante. Sinon l'éducation civique semble une piste intéressante pour aider à mieux consommer en ce qui concerne l'alimentation.

- **Daniel** : Les ZUS (zones urbaines sensibles) doivent être une priorité avec 4.5 M. de citoyens qui connaissent 2 fois plus le chômage et les retards scolaires. Or ces zones sont sous financées, il faut un « new deal » avec une péréquation entre les communes riches et pauvres !

- **Danielle** : Comment limiter la spéculation ? Déjà en conditionnant l'obtention d'un permis de construire à l'inclusion de logements sociaux ainsi que de pièces collectives (crèches...) dans chaque nouvel immeuble ou nouveau lotissement.

- **Jean Michel** : Le Pacte Présidentiel parlait de dispensaires ruraux mais il y a aussi de grosses carences sur des villes moyennes dans les régions pauvres, l' élu local doit jouer un rôle pour proposer de la santé gratuite pour les plus défavorisés.

- **Danielle (Reims)** : Pour réduire les charges, la solution de proposer moyennant une participation modeste d'isoler les logements populaires est effectivement un point clé ainsi que le fait d'avoir des syndicats de colocataires.

- **Pierre Yves** : La hauteur des immeubles est crucial si on veut que les villes soient durables et puisse accueillir tout le monde vu l'espace limité. Les ratés des années 70, HLM vite faits mal faits, doivent servir de leçons en ce qui concerne les coûts indirects.

- **Pierre Yves** : Mais surtout, il faut pratiquer une mixité sociale « diffuse » avec des logements HLM dans les programmes systématiquement.

- **Marie Anne** (Saint-Denis) : Les quartiers sont trop souvent enclavés et les distributeurs alimentaires ont donc, de fait, un monopole. La grande surface de son quartier pratique ainsi des prix similaires aux magasins plus « luxe » du centre ville au vu de relevés de prix mais c'est la seule grande surface. Il faut développer de vrais contrôles pour limiter les ententes locales.

- **Jean Pierre** (Rueil) : Les circuits courts sont une bonne idée, pourquoi ne pas aussi proposer des produits de base à prix coûtant –quasi nul- pour ceux qui souffrent de la faim qui sont de plus en plus nombreux ?

- **Jean Pierre** (Rueil) : Le double affichage pour les fruits et légumes avec le prix d'achat distributeur et le prix de vente et qui a été pratiqué en 2000 semblait une bonne idée pour faire pression sur les distributeurs.

- **François** (Indre et Loire) : Les programmes neufs doivent avoir des logements au RDC aménagés pour les handicapés plus systématiquement.
- **Didier** (Jura) : L'équation semble simple : soit on baisse les prix, soit on augmente les salaires. Mais plus globalement, on parle peu des veuves condamnées à se nourrir dans le circuit caritatif et aussi des jeunes filles qui doivent se prostituer or ce sont deux catégories durement touchées par la hausse des prix.
- **Michel** (Essonne) : Une mairie de droite fait elle ce que devrait faire tout les offices HLM légalement à savoir aider les locataires qui ne peuvent plus payer leur loyer à redresser la barre. Un élu Sinon, le système des amendes sans aide condamne des familles à la rue !
- **Alexis** (Gennevilliers) : Les circuits courts sont une superbe idée, quid de confier la logistique à une société d'insertion locale ?
- **Loic** : Merci d'avoir pensé aux travailleurs de nuit vu que j'en suis un, il faut aussi qu'on prévoit des dispositifs mixtes enfants-personnes âgées comme à Vincennes.
- **Dominique** (Paris) : Le micro crédit en Poitou-Charentes est effectivement intéressant car il permet d'avoir un projet et de le mener
- **Lucrèce** : les mairies devraient développer leurs relations avec les assemblées de copropriétaires, notamment pour être en mesure d'appuyer ceux qui souhaitent œuvrer pour le développement durable (faire entrer le solaire, etc). Les mesures visant à réduire la consommation énergétique des immeubles sont intéressantes mais il faut faire attention au fait que de nombreux baby-boomers doivent faire face à leur retraite avec difficulté.
- **Nadine** (Nice) : Comment faciliter la vie des étudiants et aider les parents qui ont plusieurs enfants à financer des études coûtant de plus en plus chère à cause du logement notamment. Des étudiants doivent se lever à 5h matin pour arriver en cours à Paris parce le coût logement en ville est exorbitant.
- **Patrick Doutreligne** (délégué général de la Fondation Abbé-Pierre sur le mal-logement):  
Ce fut un débat riche en idées, merci de votre participation.  
Je voulais déjà dire que contrairement à une croyance bien établie à droite, la propriété d'un logement n'est pas la garantie de la démocratie. Ainsi l'Albanie et la Biélorussie ont des taux bien plus haut que la Suède ou l'Allemagne or personne ne dit que ce sont des paradis démocratiques si ?  
Attention aussi aux effets dévastateurs d'une part trop important de la propriété (voir le cas de l'Espagne où les jeunes ont énormément de difficultés à se loger et reste alors trop longtemps chez leur parents).  
Ensuite, une solution iconoclaste est peu proposée mais fait pourtant du sens : quid d'une proportionnalité des prix par rapport aux ressources ?  
En tout cas, il faut travailler sans idées préconçues mais avec la vision de redonner un avenir aux plus modestes et aux classes moyennes grâce à de la prévention et pas seulement du caritatif.  
Avant de légiférer, il faut étudier soigneusement les lois précédentes et faire le travail de préparation pour prévenir les impacts des nouvelles lois. Halte aux lois mal faites. C'est dans l'échange entre les élus et les citoyens, la confrontation et le débat que se trouve la solution.